



**culture** et création

facteurs de développement

Bruxelles, 2 & 3 avril 2009 [culture-dev.eu](http://culture-dev.eu)

## **ANNEXE A LA DECLARATION DE BRUXELLES**

### ***RECOMMANDATIONS PAR SECTEUR ARTISTIQUE***

<b>1. Le secteur Cinéma et Audiovisuel comme facteur de développement .....</b>	<b>2</b>
<b>2. La filière du Livre et de l'Edition dans les pays ACP.....</b>	<b>8</b>
<b>3. La Musique comme facteur de développement dans les pays ACP .....</b>	<b>12</b>
<b>4. Les Arts Visuels comme facteur de développement.....</b>	<b>15</b>
<b>5. Les Arts de la Scène comme facteur de développement .....</b>	<b>19</b>

# **1. Le secteur Cinéma et Audiovisuel comme facteur de développement**

*Quelles sont les **recommandations prioritaires** pour dynamiser le secteur cinéma et audiovisuel dans les Etats ACP?*

Compte tenu de l'importance des enjeux et des besoins, du chevauchement des domaines culturels, politique, industriel, financier et technique, de l'échelle internationale propre à l'industrie cinématographique et l'audiovisuelle, l'utilisation d'une gamme très large d'interventions s'impose. D'autant que les conventions internationales, notamment la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et linguistiques, offrent aux Etats un cadre normatif pour la définition et la mise en œuvre de politiques appropriées.

Les objectifs stratégiques qui doivent présider ses interventions sont de deux ordres :

- doter les Etats d'une capacité durable de produire leurs propres images, car celles-ci contribuent à la dynamique culturelle et politique, renforcent les identités culturelles en exprimant à l'échelle nationale et internationale, la parole des peuples et la création des artistes ;
- assurer un marché effectif aux images produites, c'est-à-dire leur diffusion au plan national, régional et international, parce que la création et la commercialisation d'images sont des domaines privilégiés de la croissance économique.

Ces deux objectifs stratégiques sont en réalité intimement liés. Il ne peut y avoir un flux durable de productions viables, si celles-ci ne trouvent pas leur public et si des marchés ne retournent pas vers les producteurs et les auteurs, une part des recettes perçues, de manière à contribuer à l'amortissement des investissements engagés et au financement de nouvelles œuvres.

## **Deux séries de recommandations à l'attention des Etats ACP**

- (i) la définition et la mise en œuvre de politiques de régulation,**
- (ii) la mise en place de mécanismes de contribution au financement des besoins de la filière.**

Compte tenu de la faiblesse à la fois structurelle et professionnelle de la filière dans les Etats, d'une part, de l'étroitesse des marchés nationaux, d'autre part, ces recommandations devraient faire l'objet d'une approche régionale dans leur mise en œuvre. L'approche régionale est décisive pour la reconstitution des marchés. Elle est également une nécessité d'ordre économique autant que culturel.

Les pays du Sud doivent prioritairement chercher à établir des alliances entre eux, promouvoir les échanges et partenariats Sud / Sud, stimuler les coproductions et ouvrir leurs marchés respectifs.

### **(i) Au titre de la définition et la mise en œuvre de politiques de régulation**

Il faut entendre par régulation, la définition et la mise en œuvre de politiques cinématographique et audiovisuelle, car tout marché doit être réglementé et encadré, à fortiori, lorsqu'il concerne la création artistique et qu'il est porteur de valeurs culturelles.

Les composantes de cette recommandation sont :

- ✓ définir le cadre et les conditions d'exercice des différentes professions et l'organisation des rapports économiques entre les différents intervenants de la filière,
- ✓ prévoir dans les cahiers des charges des chaînes de télévision nationales, des obligations de promotion et de valorisation de la production audiovisuelle nationale et régionale en fixant des quotas de programmation,
- ✓ soumettre formellement ces mêmes obligations aux chaînes de télévision publiques et faire évoluer leur statut actuel de télévision d'Etat vers une télévision de service public qui jouera un rôle moteur dans la valorisation des productions nationales et régionales,
- ✓ fixer des règles de préférence et de coopération afin de favoriser les coproductions, la circulation, l'exploitation et la diffusion des productions à l'échelle des différentes régions ACP,
- ✓ mettre en place un environnement fiscal et douanier incitatif adapté à la double nature économique et culturelle des activités des entreprises de la filière,
- ✓ assainir l'environnement économique en luttant efficacement contre la piraterie, car celle-ci tue la création et dissuade tout investissement d'envergure dans la filière,
- ✓ mettre en place un organisme administratif, doté de moyens humains et financiers afin d'assurer le contrôle de la régularité du fonctionnement de la filière.

Ces recommandations de base devront être accompagnées par les mesures suivantes :

- ✓ un appui à l'émergence de médias locaux engagés dans la promotion et la valorisation des contenus locaux notamment pour les Etats de la Caraïbe et du Pacifique,
- ✓ L'introduction dans les programmes éducatifs, à tous les niveaux, de l'éducation cinématographique et audiovisuelle,
- ✓ un appui politique aux initiatives destinées à la création de « locomotives », qui par leur taille et leur poids, permettent de « booster » l'ensemble de la filière au plan régional ou à l'échelle de plusieurs régions ACP. Il s'agit notamment :
  - d'une chaîne de télévision à vocation continentale capable de stimuler la production et de jouer un rôle catalyseur pour l'ensemble des activités de la filière;
  - d'un circuit de diffusion de films ACP, sur support numérique, afin de favoriser leur accès aux salles;

- d'une plateforme de « vidéo à la demande » permettant le téléchargement payant de films ACP sur Internet.

**(ii) Au titre de la mise en place de mécanismes de contribution au financement des besoins de la filière.**

Les mécanismes recommandés sont de 4 natures complémentaires :

- ✓ Mettre en œuvre un cercle vertueux « production-diffusion-production » c'est-à-dire, organiser le retour obligatoire d'une partie des flux financiers générés par le marché national vers le financement de la production de nouvelles œuvres. Il convient à cet effet :
  - d'imposer aux câblos-distributeurs nationaux de bouquet de chaînes de télévisions internationales, (celles-ci tirent des ressources financières substantielles dans les Etats ACP), un effort de contribution au développement d'une industrie nationale en prélevant une partie de leur chiffre d'affaires,
  - prévoir dans les cahiers des charges des chaînes de télévision nationales, publiques et privées, l'obligation de consacrer une partie de leur chiffre d'affaires à la commande et à l'achat de programmes nationaux.
- ✓ Faciliter l'accès au crédit bancaire, par l'entremise de fonds de garantie, afin accompagner l'investissement et le développement des entreprises notamment pour celles de l'exploitation cinématographique qui doivent réaliser des investissements de modernisation et de reconstitution d'un parc de salles.
- ✓ Favoriser, d'une part, les financements du secteur privé par l'entremise du mécénat et, d'autre part, l'épargne privée par la mise en place d'un cadre fiscal adapté et incitatif ;
- ✓ Une dotation financière significative sur les budgets des Etats. Accordés à fonds perdu ou sous forme d'avances remboursables, les financements publics sont nécessaires même s'ils représentent un pourcentage faible ou modéré. Ils sont indispensables pour compléter les financements éventuels du marché, donner une base économique territoriale à la production et accroître son autonomie par rapport aux bailleurs de fonds internationaux, en attendant que, à moyen et long terme, le développement du marché permette de recentrer, voire de réduire l'apport de fonds publics.

Ces financements doivent prendre en compte l'ensemble de la filière qui va de la formation des opérateurs à la production et à la diffusion des œuvres dans les salles de cinéma, sur un écran de télévision, la commercialisation vidéo et les nouveaux médias ; sans oublier les festivals de promotion des œuvres.

**Recommandations à l'attention des organismes de la coopération internationale**

Les objectifs prioritaires de la coopération internationale doivent aujourd'hui concerner, d'une part, la structuration des marchés nationaux et régionaux, et d'autre part, favoriser l'accès aux marchés internationaux pour la production cinématographique et audiovisuelle ACP, seuls capables de permettre l'émergence d'une industrie et d'assurer en partie son autonomie et sa pérennité.

Or, si la notion de marchés et de structuration d'une économie est peu à peu prise en compte dans les dispositifs actuels d'appui au cinéma et à l'audiovisuel des pays du Sud, les mécanismes mis en œuvre n'en contiennent aucune application concrète.

De manière opérationnelle, les recommandations prioritaires suivantes sont formulées :

✓ **Pérenniser les programmes d'appui et renforcer leurs ressources financières**

Les interruptions répétées de certains programmes d'appui (c'est le cas notamment de l'Union Européenne) inhibent toute capitalisation des acquis des programmes précédents. La sécurisation des programmes d'appui sur plusieurs années et l'inobservance d'une période de carence entre la fin d'un programme et le début du programme suivant est une nécessité absolue.

En outre, la baisse des budgets consacrés par la coopération internationale à l'appui au cinéma et à l'audiovisuel des pays du Sud ces dernières années doit être corrigée. C'est pourquoi, les différents partenaires financiers et techniques doivent s'engager à augmenter de manière significative les ressources financières affectées à leurs programmes d'appui.

✓ **Favoriser l'accès au marché international des œuvres de la zone ACP**

Un effort de solidarité, en terme de programmation et de coproduction d'œuvres originaires de la zone ACP, doit être sollicité des télédiffuseurs européens au besoin par le biais de la réglementation et des cahiers des charges des télévisions publiques.

Egalement, les dispositifs de soutien aux distributeurs et aux salles cinématographiques de l'UE engagées dans la diffusion d'œuvres ACP constituent un bon catalyseur et doivent être développés.

Enfin, il convient de soutenir des regroupements de producteurs, de distributeurs et de vendeurs dont la vocation est de mettre en commun leurs forces pour une présentation collective de leurs catalogues sur les principaux marchés mondiaux.

✓ **Appuyer la création d'un outil unique et fédérateur d'information**

Notamment par l'organisation d'une réunion des opérateurs travaillant sur des bases de données en vue de la création d'un outil unique et fédérateur d'information et son financement dans le cadre de politiques d'appui.

✓ **Soutenir le développement de la formation professionnelle**

Notamment des formations dynamiques associant éléments théoriques et pratiques qui tiennent compte, d'une part, des zones linguistiques et économiques, et d'autre part, des particularités des nouvelles technologies

Les ressources financières affectées à la formation professionnelle devraient dorénavant faire l'objet d'une inscription sur les budgets au titre de « l'éducation » et non pas sur les budgets spécifiques liés au cinéma et à l'audiovisuel.

✓ **Soutenir l'éducation à l'image du jeune public qui représente le public de demain**

✓ **Faciliter l'accès aux mécanismes de financement internationaux**

Il s'agit notamment d'institutions telles que de la Banque européenne d'investissement et l'Agence Française de développement afin de contribuer à la réalisation des investissements nécessaires à la modernisation et à la reconstitution d'un parc de salles cinématographique.

✓ **Faire des organisations professionnelles des partenaires privilégiés**

Les organisations professionnelles constituent une des conditions majeures de réussite de toute politique intervention dans la filière. Elles doivent être associées à la définition opérationnelle, à la mise en œuvre et au suivi des politiques d'appui.

**Recommandations spécifiques à la Commission européenne**

Il est nécessaire que l'Union européenne (UE) donne plus d'ambition à son engagement aux côtés des cinématographies et de l'audiovisuel ACP, en renforçant et en élargissant ses axes d'interventions, et enfin en utilisant tous ses instruments de coopération :

**Au titre des PIN/PIR, il est recommandé à l'Union européenne :**

- ✓ d'encourager et accompagner les États ACP dans la définition et la mise en œuvre de politiques cinématographiques et audiovisuelles actives, en veillant à leur inscription systématique dans les Programmes Indicatifs Nationaux;
- ✓ de soutenir des actions contribuant à la structuration de la filière, prioritairement dans les domaines de la distribution, de l'exploitation et de la formation qui appellent des interventions au niveau des régions et sur les Programmes Indicatifs Régionaux.

**Au titre du protocole de Coopération culturelle entre l'UE et le Cariforum, il est recommandé :**

- ✓ qu'un modèle unique de traité de coproduction en matière audiovisuel ne soit pas imposé, mais que la liberté soit laissée à chaque Etats du Cariforum de négocier les termes d'un traité de coproduction adapté à ses propres réalités.

**Au titre des fonds intra ACP, il est recommandé à l'Union européenne de :**

- ✓ susciter et développer des collaborations et des synergies entre professionnels des différentes régions ACP,
- ✓ soutenir les manifestations de promotion du cinéma et de l'audiovisuel ACP ainsi que les réseaux professionnels,
- ✓ prendre les mesures nécessaires afin que les différents programmes d'appui ne connaissent plus les longues et récurrentes interruptions.  
Entre le dernier appel à projet du 8<sup>ème</sup> FED et le premier appel du 9<sup>ème</sup> FED, il s'est écoulé 5 ans sans qu'aucun appui européen ne soit apporté au cinéma et à l'audiovisuel ACP. Compte tenu du caractère décisif de l'appui européen, ces interruptions ont des conséquences très graves sur le dynamisme des cinématographies et de l'audiovisuel ACP ainsi que sur le maintien d'un volume significatif de production. En outre, elles inhibent toute capitalisation des acquis des programmes précédents. Pour le 9<sup>ème</sup> FED,

un seul appel à projet est prévu pour toute la durée du programme dans l'attente du 10<sup>ème</sup> FED.

- ✓ réviser complètement les procédures actuelles imposées aux professionnels ACP et aux festivals de promotion du cinéma et de l'audiovisuel qui sont longues, complexes et totalement inadaptées au secteur cinématographique et audiovisuel.  
Il est difficile, avec des procédures de financement aussi inadaptées, de consolider un tissu professionnel et globalement, de développer la professionnalisation des cinématographies ACP et son autonomie professionnelle et économique.
- ✓ mettre en place d'un comité de suivi du présent colloque afin que les recommandations formulées à cette occasion ne restent lettre morte comme c'est très souvent le cas dans d'autres enceintes.

## **2. La filière du Livre et de l'Edition dans les pays ACP**

*Quelles sont les **recommandations prioritaires** pour dynamiser la filière du livre et de l'édition dans les Etats ACP?*

Soutenus par leurs partenaires de l'Europe, les pays ACP aspirent à un développement durable. Cette émergence a besoin de toutes les ressources propres des pays. Parmi elles, les ressources culturelles sont une matière première de choix : elles sont non polluantes, renouvelables et donc durables. Elles sont le fruit du patrimoine, de la civilisation, de l'actualisation de leur potentiel humain. Culture et Création facteurs de développement. Le développement doit prendre racines à la source de la créativité et du génie des peuples.

Il s'agit maintenant, pour chaque professionnel :

- ✓ de croire davantage en son potentiel et se battre pour le développer.
- ✓ de mieux connaître les règles de sa profession et les appliquer,
- ✓ de s'organiser et se maintenir en réseau.

Chaque État, par sa gouvernance est le premier responsable de la satisfaction du besoin de lire, du besoin de culture du citoyen. Il mobilise à cet effet les ressources publiques, et engage avec lui les collectivités locales. Dans la société d'information et de savoir où nous sommes, l'écrit et le livre ont une place stratégique. Il convient qu'ils fassent l'objet d'une politique appropriée qui leur permette de préserver la diversité culturelle, de renforcer les capacités locales et de faire connaître au monde, la richesse des savoirs et des littératures des pays ACP. En vue d'attendre l'objectif de donner au secteur du livre et de l'édition sa place dans les processus de développement de nos pays, nous émettons les recommandations suivantes :

### ***Dans le domaine de l'information, de la communication et des réseaux***

*Aux États ACP et UE :*

- ✓ Renforcer les réseaux existants et travailler à l'émergence d'autres réseaux pour établir des liens entre les acteurs d'un même maillon, entre les maillons de la chaîne du livre et entre le secteur du livre et les autres secteurs culturels. Les efforts de fédération des efforts des éditeurs, notamment en vue de la production et la diffusion des ouvrages, doivent être encouragés et soutenus.
- ✓ Favoriser la création de banques de données dans les pays ACP (Les publications, les biographies des auteurs, les prix littéraires, des festivals, les biographies des illustrateurs, etc.)
- ✓ Organiser une réunion des principaux opérateurs de sites culturels afin d'évoluer vers la mise en place d'un site-portail de référence et fédérant l'ensemble des secteurs culturels.

*Aux États ACP :*

- ✓ Apporter un soutien à la presse nationale et aux éditeurs pour la promotion du livre (émissions radio, TV, presse écrite, publication de catalogues collectifs, de catalogue en ligne, de sites Internet, etc.)



- ✓ Création de maisons de l'écrivain au sein des pays ACP et leur mise en réseau.
- ✓ Renforcer les capacités des organisations professionnelles et les inciter à un fonctionnement démocratique régulé. Privilégier et soutenir les actions citoyennes et associatives dans le domaine culturel.

*À la Commission Européenne :*

- ✓ Élaborer un atlas de la coopération culturelle européenne pour une meilleure information des acteurs et pour favoriser la recherche de complémentarité entre bailleurs.

***Dans le domaine de la formation***

*Aux États ACP et UE :*

- ✓ Favoriser l'accès à la formation pour tous les professionnels de la chaîne du livre, un renforcement des compétences donnant accès à diplômes. Faciliter l'accès des professionnels du Sud aux formations professionnelles des institutions européennes spécialisées.
- ✓ Promouvoir dans les ACP, des initiatives de formations universitaires ou post universitaires sur les métiers de l'édition y compris dans les domaines techniques, avec la contribution des professionnels de l'industrie du livre et la possibilité de faire des stages dans les meilleures entreprises culturelles : librairies, imprimeries, maisons d'édition, agence littéraire, foires du livre, festivals, etc.

*Aux États ACP:*

- ✓ Former le lectorat par l'alphabétisation et la réintégration dans le système scolaire de l'éducation littéraire et artistique ainsi que l'animation des écoles et des bibliothèques par les auteurs et les illustrateurs.
- ✓ Assurer la formation des journalistes à la maîtrise des secteurs culturels qu'ils couvrent dans les médias.
- ✓ Prévoir dans les programmes scolaires et universitaires l'intervention des professionnelles du livre, auteurs, dessinateurs, etc. pour l'animation d'activités ou programmes ponctuels autour du livre, l'écriture et la lecture. Promouvoir et faciliter les contacts entre les institutions d'éducation et les professionnels.
- ✓ Travailler à la mise à niveau des professionnels du livre dans les domaines du droit et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.
- ✓ Appuyer la création d'écoles sous-régionales par filière culturelle. Soutenir la création d'écoles de formation pour les professionnels de la culture.

## ***Dans le domaine de l'environnement réglementaire et du financement***

### ***Aux États ACP et UE :***

- ✓ Soutenir le financement de l'édition malgré la récession, car le livre a toujours été le parent pauvre dans les budgets des politiques culturelles.
- ✓ Prêter une attention particulière au financement des traductions tant vers les langues nationales ACP que vers les langues UE.
- ✓ Ouvrir systématiquement les appels d'offres aux éditeurs locaux et mettre en place un fonds de garantie. Faciliter l'accès au crédit pour les petits opérateurs du secteur du livre.
- ✓ Promouvoir le financement des porteurs de projets à petits et moyens budgets.
- ✓ Introduire une flexibilité dans les procédures de financement et le minimum de bureaucratie dans la gestion des projets, afin que des règles irréalistes ne bloquent pas la créativité. Ajuster les exigences des projets culturels (y compris des appels d'offres) aux possibilités réelles des opérateurs culturels, des porteurs de projets.

### ***À la Commission Européenne:***

- ✓ Viser une complémentarité entre les financeurs, fédérer le plus possible les interventions des fondations, bailleurs conventionnels, etc.
- ✓ Mettre en place de programmes-cadres de coopération culturelle à tous les niveaux géographiques.
- ✓ Faire un lobbying et des pressions pour inciter à la mise en place de politiques nationales du livre, à la considération des industries culturelles comme facteurs importants de développement et au respect des lois sur la propriété intellectuelle.
- ✓ Nous demandons une exception culturelle pour le livre, une suppression de toutes taxations à l'importation et à l'exportation des livres produits dans les pays ACP. Nous demandons également que tous les intrants nécessaires à la fabrication des livres bénéficient des mêmes dispositions.

## ***Dans le domaine de la création et production***

### ***Aux États ACP et UE :***

- ✓ Reconnaître l'auteur, le valoriser au niveau social, définir son statut, faire sa promotion pour plus de visibilité : soutenir les résidences d'écriture, accorder des bourses d'étude ou de création. Soutenir les ateliers de création littéraire et artistique.
- ✓ Développer les échanges d'experts (Artistes, auteurs, illustrateurs), les échanges entre institutions.

- ✓ Appuyer les petites maisons d'édition locales dans la durée, grâce à des préachats de livres, à l'accompagnement technique et au renforcement des compétences requises pour la publication de livres conformes aux normes internationales.
- ✓ Faciliter la mobilité des créateurs en étudiant les modalités de mise en œuvre d'un visa culturel.
- ✓ Être attentifs à la découverte de nouveaux talents.
- ✓ Soutenir la production de livres bilingues ou de livres en langues nationales, comme moyens de formation et donc de développement. Soutenir les échanges culturels divers.

*À la Commission Européenne:*

- ✓ Aider à la publication de manuscrits en instance notamment dans les genres peu publiés tels que la bande dessinée, l'histoire des pays, la poésie, le théâtre, etc.
- ✓ Prévoir un fonds d'achat de droits dans les pays ACP et soutenir toutes autres initiatives visant à réduire les coûts de production.
- ✓ Faciliter l'installation d'imprimeries modernes pour arriver à productions répondant aux normes internationales de qualité.

***Dans le domaine de la diffusion, de la distribution et de la circulation du livre***

*Aux États ACP et UE:*

- ✓ S'engager à favoriser la circulation des livres, entre pays ACP, entre pays du Nord et du Sud en suscitant l'émergence de structures de diffusion sous régionales ou internationales, et en appuyant les réseaux existants tels que Afrilivres, l'association des éditeurs francophones au Sud du Sahara.
- ✓ Encourager les initiatives de coédition sous régionales et internationales, monolingues ou multilingues, et soutenir les réseaux d'éditeurs pour la distribution. En exemples les coéditions panafricaines et l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants.
- ✓ Soutenir d'autres formes de publication de la pensée : livre oral – livres bilingues – livres disponibles sur Internet, etc.
- ✓ Renforcer la présence collective des professionnels du livre – association d'auteurs – d'illustrateurs – d'éditeurs – de conteurs – sur les foires et salons.
- ✓ Transférer des compétences aux municipalités afin de les impliquer dans la création et la gestion de pôles culturels (structures de lecture publique, espaces culturels, artisanaux ou touristiques) comme moteurs de développement

*Aux États ACP:*

- ✓ Appuyer la création de points de distribution au niveau des communautés de base.
- ✓ Mettre dans les programmes d'études les auteurs locaux dont la qualité des œuvres est reconnue.

### **3. La Musique comme facteur de développement dans les pays ACP**

*Quelles sont les **recommandations prioritaires** pour dynamiser le secteur de la musique dans les Etats ACP?*

***Spécifiquement, recommandations en rapport avec la gouvernance culturelle***

- ✓ Elaborer et mettre en œuvre une politique nationale culturelle globale incluant des actions pratiques et réalisables, et ayant autorité législative.
- ✓ Etablir comme priorité un plus grand partage d'information entre les différents ministères, de ministère à ministère, des pays de l'Union Européenne. De façon prioritaire, les informations doivent être partagées entre l'UE et les pays ACP en ce qui concerne les bonnes pratiques pour éliminer le piratage. De plus, une priorité de financement devrait être donnée aux pays ACP qui font preuve d'une volonté forte de mettre ces bonnes pratiques en œuvre.
- ✓ Nommer une personne de référence au sein de chaque délégation de l'Union Européenne dans les pays des ACP dont la seule responsabilité sera de proposer et de mettre en œuvre les actions nécessaires à la transformation de la culture et de la création artistique en véritables facteurs de développement.
- ✓ Evaluer et ensuite réallouer les ressources financières à la préservation des formes de musique autochtones.
- ✓ Cartographier l'activité, les ressources et l'impact économique de l'industrie musicale locale.

***Concernant la circulation des artistes, la diffusion de la musique, le marketing et la distribution:***

- ✓ Soutenir et stimuler les partenariats Nord/Sud entre artistes, entreprises de musique, lieux de diffusion, festivals, dans le but de promouvoir et permettre aux créations et professionnels des pays ACP d'avoir un accès plus large à de nouveaux publics et marchés en Europe, ainsi que de permettre à l'Europe et aux opérateurs ACP d'établir des liens et échanges professionnels pour encourager la diversité musicale, la découverte de nouveaux talents, le partage d'expériences, le développement des capacités, et l'élaboration de projets conjoints.
- ✓ Apporter un soutien financier et communicationnel (marketing et relations publiques) à une tournée de grands événements musicaux ACP en Europe.
- ✓ Etudier, au niveau de l'UE, la faisabilité de créer un visa culturel avec des conditions spécifiques pour les artistes et les opérateurs culturels pour des tournées, des spectacles et la vente de musique sur les marchés européens. Cela devrait faciliter et standardiser les conditions d'accès des professionnels ACP aux marchés internationaux.
- ✓ Travailler avec les médias locaux pour changer la perception des formes de musique autochtone, en sorte d'améliorer l'attractivité d'un point de vue marketing, et par

extension, le succès commercial des formes locales de musique. La présence de la musique locale dans les médias devrait être encouragée.

- ✓ Pour les gouvernements, (re)construire des infrastructures pour les concerts et arts de la scène, restaurer les lieux existants et les porter au niveau des standards et demandes des professionnels. Le développement de ces infrastructures et aussi de capacités de gestion servirait non seulement à la promotion et production de spectacles commerciaux mais aussi comme centres de formation pour les professionnels.
- ✓ Des financements devraient être octroyés pour les festivals, aux niveaux local et régional, dans le but de stimuler la production locale et autochtone et d'accroître la visibilité des musiques ACP.

***Concernant l'éducation, la formation, le développement des capacités et la diffusion de l'information, les recommandations prioritaires sont:***

- ✓ Offrir une formation de niveau identique entre les régions ACP et ce pour toute la filière musicale, dans tous les aspects nécessaires pour travailler dans l'industrie musicale. La formation être à la fois créative, technique, liée à la performance, administrative, liée au management, à la finance et au marketing. Une attention spécifique devrait être également donnée à la formation pour les professionnels en marketing, communication, et commerce international (pour l'accès aux marchés internationaux).
- ✓ Créer un réseau d'information global sur l'état de l'art qui ferait le lien entre les professionnels, les bailleurs de fond et le secteur public et privé dans le but d'augmenter l'efficacité de la communication aussi bien pour les professionnels des pays ACP que pour les autres parties prenantes de l'industrie de la musique qui pourraient être intéressées. L'exemple qui a été donné était la création d'un type de portail sur le modèle de "Facebook" qui serait spécifique à l'industrie de la musique et qui permettrait aux professionnels de mettre en ligne leur travail, leur programme et d'autres informations relatives à eux-mêmes. Les bailleurs de fond, ainsi que de possibles partenariats public-privé seraient également à même d'y publier leurs appels à propositions ainsi que de présenter toute autre forme de sponsoring qu'ils recherchent.
- ✓ Les pays ACP doivent systématiquement introduire la culture musicale dans les programmes scolaires, mettant en valeur la connaissance et la pratique de la musique traditionnelle et locale. Les campagnes de sensibilisation parmi les professeurs peuvent contribuer à introduire une éducation à la musique locale dans les écoles.

***Dans les domaines de la législation et des finances, les recommandations clefs sont:***

- ✓ Identifier, élaborer, et mettre en œuvre une approche stratégique et cohésive pour gérer les impacts économiques dévastateurs du piratage.
- ✓ Améliorer et renforcer l'efficacité administrative et la collecte des sociétés locales de droits afin de maximiser les retours économiques générés par l'exploitation de la propriété intellectuelle.

- ✓ Le besoin pour la Communauté européenne d'utiliser son influence sur les Etats membres pour standardiser et simplifier le traitement en matière d'impôts pour les professionnels des industries créatives, avec l'objectif d'accroître leur compétitivité en baissant leurs obligations fiscales. Dans le cadre de cette recommandation particulière, il a été reconnu que la Communauté européenne n'avait pas de compétence en matière fiscale, celle-ci relevant des Etats-membres. Il est suggéré ici d'utiliser l'influence de la Communauté européenne auprès de ses Etats Membres pour que ceux-ci soient sensibilisés à cette problématique fiscale concernant les industries musicales et d'amener ainsi ceux-ci à repenser d'une manière commune leur législation en la matière.
- ✓ Le besoin d'assurer que les professionnels des régions ACP soient consultés et de ce fait fassent partie d'une manière non négligeable du processus de décision dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des projets d'assistance financés par la Communauté européenne.
- ✓ Réexaminer les accords de coproduction dans le but d'assurer que les producteurs locaux des régions ACP, soient correctement et fidèlement représentés, en particulier en ce qui concerne leurs droits à la propriété intellectuelle.

Deux recommandations complémentaires sont faites afin de faire avancer le processus des recommandations faites sur papier vers des actions concrètes et assurer ainsi le processus d'action dans la durabilité. Elles sont:

- ✓ L'établissement d'un comité des opérations responsable spécifiquement de l'exécution des recommandations de la Déclaration de Bruxelles. Ce Comité devra inclure des membres résidents aussi bien dans l'Union européenne que dans des pays ACP, avec pour ces derniers au moins un représentant par zone. Ces représentants prendront attache directement avec les professionnels et autres parties prenantes des régions respectives pour diffuser l'information et mettre en œuvre des plans d'action. Ils seront aussi les premiers témoins des défis rencontrés et des progrès accomplis dans l'exécution du ou des plans d'action.
- ✓ Créer un système d'incitations pour les gouvernements locaux, les professionnels, les bailleurs de fond et les partenariats public-privé qui feront preuve d'une adhésion constante aux principes et meilleures pratiques recommandés dans la Déclaration de Bruxelles. Ce système d'incitation aura pour mérite d'assurer une autorégulation professionnelle, apportant ainsi une viabilité économique pour les nations ACP qui cherchent à réduire leur dépendance aux bailleurs de fond.

## 4. Les Arts Visuels comme facteur de développement

*Quelles sont les **recommandations prioritaires** pour dynamiser le secteur des Arts Visuels dans les Etats ACP?*

*Les artistes et opérateurs ACP appellent les populations, institutions, entreprises, et gouvernements à "consommer ACP", à croire en leurs créateurs locaux, à respecter leur patrimoine national dans toute sa diversité, et à créer un espace pour la création contemporaine. Ce n'est pas une question de narcissisme mais de confiance en soi.*

### **Concernant la gouvernance de la culture:**

- ✓ Les Gouvernements devraient reconnaître l'artiste en tant que travailleur et contributeur essentiel au bien-être économique et social de la nation.
- ✓ Les arts et la culture devraient être intégrés comme facteur spécifique dans les programmes de développement nationaux, et dans les programmes de coopérations sous-régionaux et régionaux.
- ✓ Une politique culturelle cohérente et opérationnelle, fondée sur des études locales devrait être conçue et mise en place par les Etats ACP, afin de structurer la chaîne de production de chaque secteur culturel. L'Union européenne devrait favoriser cette approche sectorielle afin de maximiser l'impact à long-terme.
- ✓ Afin de reconnaître pleinement la culture comme facteur de développement, les Ministères de la Culture sont encouragés à créer un cadre de coordination avec d'autres ministères (Education, Finances, Economie, Artisanat, Tourisme, Budget, Développement...) pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques culturelles/sectorielles.
- ✓ Les arts visuels devraient être intégrés en tant que sujet majeur dans le cursus éducatif national, aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire.
- ✓ Les Gouvernements devraient mettre en œuvre une réglementation et un environnement fiscal favorable à la promotion des start-up culturels et des fonds privés pour la culture.
- ✓ Les Etats devraient respecter les recommandations de l'UNESCO en ce qui concerne l'allocation de 1% du budget national à la culture.
- ✓ Les programmes de soutien international existant dirigés à l'attention des micros et petites entreprises devraient être ouverts aux activités et entreprises culturelles, qui souvent n'y sont pas éligibles. Les programmes de formation pour entrepreneurs et techniciens (UE, BM, CNUCED, PNUD, BAD, etc.) devraient également être ouverts et promus auprès des professionnels de la culture.

- ✓ Des marchés uniques régionaux pour la culture devraient être achevés dans les régions où l'intégration régionale est en progrès (Caraïbes, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Afrique du Sud, Afrique de l'Est, Pacifique). Cela donnerait plus de poids aux organisations régionales dans les négociations d'accords commerciaux avec d'autres blocs internationaux et permettrait la libre circulation des biens culturels, des artistes, et des opérateurs à l'intérieur des régions.
- ✓ Des experts en arts ACP locaux et régionaux devraient être employés dans tous les aspects de la recherche, de la conception du programme et de la mise en œuvre, du contrôle et de l'évaluation des programmes de coopération culturelle CE-ACP.

### ***Concernant la création et la production***

- ✓ Mettre en œuvre et/ou soutenir une politique nationale pour stimuler activement le traitement et l'utilisation de ressources naturelles locales dans la création locale d'art et la production.
- ✓ Favoriser l'achat et l'utilisation de produits d'art et de design locaux sur les importations à tout niveau et en toute occasion dans les pays ACP.
- ✓ Créer et soutenir des espaces de travail et d'exposition et des infrastructures pour les artistes visuels.
- ✓ Mettre en place des organisations et des mécanismes pour lier les artistes et les designers avec les producteurs industriels, les commerçants, les exposants, les collectionneurs et les institutions.

### ***Concernant la formation et l'éducation***

- ✓ Faire de l'éducation et de la formation artistique une priorité dans l'éducation primaire, secondaire, tertiaire et supérieure.
- ✓ Promouvoir le contenu, les préférences et les styles culturels locaux dans l'enseignement et la création artistique, en reconnaissant la diversité historique et contemporaine, et avec le soutien et l'implication de professionnels de l'art régionaux et locaux et la publication de manuels scolaires locaux.
- ✓ Développer des institutions et des programmes pour la formation professionnelle à tout niveau de la chaîne de production dans chaque champ culturel. Identifier les besoins spécifiques d'éducation et de formation culturels et créer des programmes conçus de manière appropriée, y compris des cours intensifs de courte durée pour les professionnels de l'art pour accroître leurs connaissances et qualifications existantes. Les instituts de formation professionnelle devraient établir des liens avec les entreprises et les professionnels.



- ✓ Intégrer la connaissance traditionnelle, les langues vernaculaires et les traditions locales dans tous les cursus culturels et artistiques. La transmission de connaissances traditionnelles par les plus âgés devrait être encouragée à travers des structures appropriées.
- ✓ L'UE devrait contribuer à la professionnalisation des praticiens et des entrepreneurs artistiques à travers le financement d'institutions de formation et d'éducation, des programmes de formation directs, etc.
- ✓ Des échanges et compagnonnages Nord/Sud et Sud/Sud devraient être encouragés et soutenus, particulièrement entre pays ACP.
- ✓ Soutenir l'émergence de centres régionaux d'excellence dans les domaines artistiques, y compris par l'établissement de bibliothèques et de centres de documentation et de recherche, ainsi par une Académie des Beaux Arts transnationale.

***Concernant les marchés, la circulation, la diffusion et la distribution des arts:***

- ✓ Promouvoir activement la croissance des marchés locaux et régionaux pour les produits de l'art fabriqués sur place, y compris des mesures pratiques relatives, par exemple, aux exonérations fiscales, droits de douane, prêts préférentiels et incitations à l'investissement.
- ✓ Mettre en œuvre des concours ACP-UE dans les domaines spécifiques des arts et de l'artisanat (mode, ameublement, céramique...) pour encourager l'excellence et faciliter la diffusion internationale.
- ✓ Construire les audiences locales et créer les conditions pour assurer l'accès des populations locales au patrimoine artistique et à la création locale contemporaine, à travers la création de lieux adéquats et accessibles, la promotion de foires locales et d'événements culturels.
- ✓ Reconnaître l'architecture traditionnelle, coloniale et postcoloniale comme faisant partie du patrimoine national des pays ACP, et assurer sa protection, sa conservation et sa promotion.
- ✓ Encourager les fonctions sociales et culturelles de l'art à travers la promotion de l'art dans les espaces publics. Créer les conditions pour soutenir la mise en service des œuvres et des événements artistiques publics pour intégrer toutes les sections de la population y compris les groupes marginalisés.
- ✓ L'UE devrait contribuer à la création de conditions favorables à la circulation des artistes et des professionnels ACP et faciliter l'accès des productions artistiques ACP aux marchés européens. Les efforts pour distribuer les biens culturels ACP en Europe devraient être soutenus.

***Concernant la communication, la mise en réseau et l'information:***

- ✓ Etablir et/ou promouvoir l'établissement d'une agence responsable de l'encouragement du sponsoring et de l'élaboration de partenariats entre les médias, les cercles d'affaires et les arts.
- ✓ Promouvoir la création de liens entre les professionnels de l'art et les médias pour assurer l'accès et la visibilité des artistes visuels locaux dans le paysage médiatique national, y compris la radio, la TV, les films et les publications. Promouvoir les arts visuels comme facteur spécifique dans les réglementations concernant les quotas pour le contenu local dans les médias.
- ✓ Encourager et soutenir la mise en place d'associations et de réseaux professionnels de l'art. Les professionnels devraient s'organiser en réseaux sous-régionaux et régionaux, afin de promouvoir des activités conjointes et des échanges d'expériences, de savoir-faire et d'informations.
- ✓ Promouvoir et développer des programmes de formation pour les critiques d'art, encourager la recherche, la documentation et les publications dans le domaine des arts visuels, avec une attention particulière à l'édition d'ouvrages d'histoire de l'art locale réalisés par des auteurs locaux.
- ✓ Soutenir la documentation complète, y compris la photographie, témoin de l'art et du design visuels locaux et la mise en place d'archives sur la production culturelle nationale.

## 5. Les Arts de la Scène comme facteur de développement

*Quelles sont les **recommandations prioritaires** pour dynamiser le secteur des Arts de la scène dans les Etats ACP?*

### **Recommandations générales:**

- ✓ Une stratégie de **développement des arts de la scène, et plus largement du secteur culturel**, dans les pays ACP appelle une redéfinition et une meilleure complémentarité des rôles de ses principaux acteurs : à savoir les professionnels, les Etats ACP et les institutions de coopération internationale.

L'objectif de cette clarification des compétences est bien sûr de parvenir à une chaîne de valorisation des filières qui soit performante, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Dans le cadre de cette redéfinition, **le rôle des Etats ACP, réaffirmé comme central, devrait être davantage celui de facilitateur plutôt que celui d'opérateur**. Les professionnels se sentent trop souvent perçus comme des concurrents par leurs responsables politiques. Globalement, leur expertise ne leur semble pas suffisamment prise en compte par les Etats et par les institutions de coopération. Il a été proposé la **mise en place de plate-formes nationales d'échange entre décideurs politiques et opérateurs culturels privés** pour restaurer un climat de confiance et de coopération nécessaire au développement du secteur culturel.

- ✓ Conscients du fort impact social du secteur culturel dans les pays ACP, les professionnels réaffirment le rôle essentiel de la culture, et en particulier des arts de la scène, dans le développement de leurs sociétés.

Alors que le capitalisme culturel et la marchandisation de la culture ne cessent de progresser, il leur paraît essentiel de réaffirmer, à chaque occasion donnée, **l'irréductible spécificité de ce secteur**. Les arts et la culture ne peuvent se résumer à des produits, des marchandises. La valorisation économique du secteur ne peut être séparée des questions sociales, identitaires, géoculturelles et politiques que recouvrent les expressions artistiques.

Les professionnels s'interrogent sur les **risques d'une conception trop utilitariste et économique du développement du secteur** culturel. Sa prise en compte transversale dans les plans et programmes de développement est souhaitable dans la mesure où les professionnels se reconnaissent, voire contribuent à la définition de ce développement.

- ✓ Quels que soient les domaines abordés, **les programmes de soutien et les conventions de financement devraient être pluri-annuels et structurels**, et pas uniquement dédiés à des projets.

D'autre part, une plus grande cohérence stratégique et transparence des programmes de coopération et des systèmes de financement internationaux, qu'ils soient sectoriels ou transversaux, s'avère souhaitée.

### *Recommandations concernant la formation professionnelle et les systèmes éducatifs*

- ✓ L'appui au développement de programmes d'éducation et de formation professionnelle apparaît une priorité majeure pour l'ensemble des filières. Quatre recommandations émanent des professionnels dans ce domaine.
- ✓ Appuyer les Etats ACP dans la **mise en place d'enseignements artistiques dans les systèmes éducatifs nationaux**, du jardin d'enfants à l'université.
- ✓ Veiller particulièrement à deux éléments dans l'élaboration de ces enseignements : d'une part à ce qu'ils soient pertinents par rapport aux patrimoines et aux réalités des pays et, d'autre part, à ce qu'ils fassent appel aux professionnels nationaux.
- ✓ **Renforcer massivement dans les ACP les structures de formation professionnelle** pour les différents métiers des filières : de l'artiste au journaliste culturel en passant par les techniciens, les producteurs, les tourneurs et administrateurs et les spécialistes du marketing culturel, ainsi que la mise en place de formations spécifiques pour les formateurs.
- ✓ Enfin, il a été rappelé par des opérateurs européens que la formation professionnelle ne doit pas s'entendre uniquement dans un sens unique. **Les Européens ont également à apprendre des professionnels ACP.** Ce double sens devrait être pris en compte par les programmes de soutien.

### *Recommandations pour la création et la production*

- ✓ Les Etats ACP, avec l'éventuel soutien de l'Union Européenne, doivent **œuvrer prioritairement à la structuration et au développement des marchés nationaux** des arts de la scène. Tout en les construisant dans une perspective régionale.

L'appui à **la construction ou la réhabilitation de lieux de création, de production et de diffusion dont l'activité serait permanente**, contrairement à celles des festivals, apparaît essentiel pour professionnaliser les productions, stimuler l'innovation artistique, et développer de véritables politiques en direction des publics.

Cette recommandation rejoint celle formulée par le célèbre historien burkinabè Joseph Ki Zerbo : « il faut absolument infrastructurer nos cultures », affirmait-il dans son ouvrage « A quand l'Afrique ? » (Editions de l'Aube, 2003).

- ✓ Autre priorité : celle de **renforcer les partenariats de création et de production intra ACP**. Les professionnels de la Caraïbe ou du Pacifique souhaitent entrer dans cette dynamique de partenariat dont ils se sentent souvent exclus. La mise en place d'un fonds de soutien aux projets et structures de résidences artistiques intra ACP s'affirme ainsi comme une forte attente.
- ✓ Dans le domaine des co-productions Nord-Sud, les préoccupations de **coopération plus équitable, de réciprocité et de promotion des bonnes pratiques** sont apparues prioritaires. L'élaboration d'un guide des bonnes pratiques, destiné aux opérateurs du Nord et du Sud, a été évoquée ainsi que l'éventuelle création d'un label de l'échange artistique équitable.

Là encore, pour mémoire, l'on retrouve Joseph Ki Zerbo qui faisait de « la lutte pour l'échange culturel équitable » une priorité pour l'Afrique.

- ✓ Un soutien renforcé et une **valorisation des opérateurs du Nord particulièrement engagés dans la co-production et la diffusion d'œuvres ACP** est vivement recommandé.

### *Recommandations concernant la diffusion et la circulation*

- ✓ **Recréer des marchés professionnels qui réunissent opérateurs ACP et du Nord**, comme l'était le Masa (Marché des arts du spectacle africain) à Abidjan afin de favoriser l'accès de ces derniers à l'offre artistique ACP et l'accès des acteurs ACP au marché international.

- ✓ Soutenir la **circulation des œuvres et des artistes à l'intérieur de la zone ACP** : le déficit de cette circulation, particulièrement entre les différentes zones Afrique, Caraïbes et Pacifique, comparativement à la circulation Sud-Nord et à fortiori Nord-Sud a été souligné.

- ✓ **Soutenir, par un fonds spécifique, la création de plate-formes professionnelles** dédiées à la circulation des œuvres et des artistes au sein de festivals phares en Europe comme dans les ACP.

Les festivals sont en effet des espaces de rencontre essentiels pour le développement de la diffusion mais, bien souvent, ceux-ci n'ont pas les moyens d'organiser de réelles plateformes qui y soient consacrées.

Si ces moyens leur étaient donnés, leurs capacités à stimuler la circulation des œuvres et des artistes pourraient être démultipliées.

- ✓ **S'appuyer davantage sur les diasporas pour développer la diffusion des œuvres ACP** dans l'Union européenne.
- ✓ Enfin, **mieux prendre en compte la sociologie des pratiques culturelles propres aux pays ACP** pour bâtir les circuits de diffusion. Calquer un modèle européen sur les réalités ACP est-il le plus judicieux.

### *Recommandations concernant les cadres réglementaires et juridiques, et les modalités de financement*

*Pour les Etats ACP et les autorités régionales ACP :*

- ✓ **Inscrire la culture comme priorité à prendre en compte dans le cadre des Programmes Indicatifs Nationaux et Régionaux (PIN et PIR)** de coopération, ainsi que dans les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté.
- ✓ **Demande de mise en place de programmes de soutien aux secteurs culturels** par les Etats ACP, là où ils n'existent pas encore. En s'adaptant à l'échelle nationale, ces programmes évitent le risque des financements internationaux qui induisent parfois un formatage des pratiques. Il a été évoqué l'éventuelle création de programmes de soutien régionaux.

- ✓ Pour les autorités locales, nationales et régionales ACP, **intégrer le secteur culturel dans les plans de développement locaux, nationaux et régionaux**. Favoriser ainsi les relations et synergies intersectorielles, particulièrement en amont des projets de développement.

*Pour la Commission européenne :*

- ✓ Appui auprès des Etats ACP dans **l'élaboration ou la redéfinition d'un document cadre de politique culturelle nationale**, notamment d'une politique de développement de chaque filière. De nombreux Etats ACP ne possèdent pas, encore aujourd'hui, ces documents-cadres.
- ✓ Appui aux Etats ACP dans **l'élaboration et l'application de mesures incitatives, notamment fiscales**, favorisant l'implication du secteur privé dans le financement de la culture et les partenariats publics-privés.
- ✓ Sensibiliser et inciter les responsables politiques à **mettre en œuvre des mesures des conventions internationales** liées à la protection et au développement du secteur et des industries culturelles que les Etats ACP ont signé.
- ✓ Globalement, l'adoption de ces cadres réglementaires n'est suivie d'aucune mesure concrète dans les ACP.
- ✓ Veiller à **rendre plus accessibles aux professionnels ACP les procédures d'application aux appels à projets** les concernant.

### ***Recommandations concernant l'information, la communication et les réseaux***

*Pour les Etats ACP et la Commission européenne :*

- ✓ Appui au renforcement des capacités des organisations professionnelles : associations, syndicats, coalitions, groupes de pressions ou réseaux.
- ✓ La nécessité de mettre en place des fonds de soutien structurels aux réseaux, qu'ils soient sectoriels ou intersectoriels, est apparue comme une priorité.
- ✓ Soutenir les canaux d'information existants, nationaux, régionaux ou internationaux, qu'ils se situent au Nord ou au Sud.
- ✓ Organiser une réunion des principaux opérateurs oeuvrant dans le champ de l'information culturelle ACP afin de parvenir à la mise en place d'un portail web référent et fédérateur pour l'ensemble des expressions culturelles de ces pays.
- ✓ Favoriser une meilleure approche de la culture dans les médias généralistes ACP, notamment par la formation de critiques d'art et de journalistes culturels.

*A l'attention de la Commission européenne :*

- ✓ Soutenir la création d'un centre de ressources spécialisé dans l'appui aux arts du spectacle des ACP. Ce centre aurait la capacité de centraliser les informations et la

documentation, de diffuser l'information notamment à travers l'édition d'une newsletter électronique, d'effectuer des missions d'expertise, d'appuyer les instances culturelles nationales compétentes dans l'organisation de séminaires professionnels.

- ✓ Développer des campagnes de sensibilisation auprès des médias européens pour qu'ils s'intéressent et relaient davantage la présence d'artistes et la présentation d'œuvres ACP dans les pays européens.